



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

permis de conduire

Question écrite n° 27174

Texte de la question

M. Marc Le Fur attire l'attention de M. le secrétaire d'État chargé des transports sur la situation de certains départements victimes d'un manque d'inspecteurs pour l'organisation des examens pour l'obtention du permis poids lourds. Cette pénurie d'inspecteurs, déjà mis en exergue pour l'examen du permis de conduire de véhicules légers, est encore plus criante en ce qui concerne l'examen du permis poids lourds. Dans certains départements, le nombre d'inspecteurs est très inférieur à celui d'autres départements limitrophes. En outre, leurs missions vont prochainement s'accroître car ils vont avoir à assurer les examens de code de la route et de la conduite des chauffeurs de taxis. Ces difficultés ont également des conséquences graves sur l'activité des entreprises qui assurent des préparations au permis de conduire poids lourds. Ainsi, dans le département des côtes d'Armor, cette pénurie a failli avoir pour conséquence la fermeture du centre d'examen du permis poids lourd de Loudéac et le refus d'agrément d'une auto-école en plein développement. Il lui demande si le Gouvernement entend prendre des mesures concrètes pour mettre fin à cette pénurie et permettre ainsi la préservation des centres d'examen dans les villes moyennes et la pérennité des auto-écoles situés dans ces communes.

Texte de la réponse

Le Président de la République a réuni, le vendredi 21 décembre 2007, un conseil des ministres restreint, consacré à la sécurité routière. Il a chargé le ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire et le secrétaire d'État chargé des transports de proposer une réforme du permis de conduire, remédiant aux insatisfactions actuelles des candidats et des professionnels. Cette réforme aura pour objectifs de faciliter l'accès de jeunes à la conduite, d'améliorer la qualité du service, mais aussi d'améliorer la sécurité routière. Dans ce cadre, le conseil général des ponts et chaussées a remis, le 19 mai 2008, un rapport d'audit et des propositions de réforme concernant la formation à la conduite et l'examen du permis de conduire. Une large concertation a été lancée sur ces travaux qui seront examinés dans le cadre d'un comité interministériel de la sécurité routière cet automne. Le Gouvernement arrêtera alors les grandes orientations de la réforme. L'un de ses enjeux majeurs sera bien sûr de réduire les délais de présentation aux épreuves. Cependant, le Gouvernement est attaché à ce qu'elle permette également d'améliorer la sécurité des jeunes conducteurs qui présentent une surmortalité importante sur les routes. Elle contribuera ainsi à atteindre l'objectif fixé par le Président de la République : passer sous la barre des 3 000 morts par an sur les routes d'ici à 2012 et diviser par trois le nombre de jeunes tués. D'ores et déjà, s'agissant des effectifs d'inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière, le recrutement, en 2008, de 61 inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière permet de positionner un agent sur chaque poste vacant, dont un dans le cadre d'une procédure spécifique de recrutement contractuel d'un travailleur handicapé. D'importants efforts sont par ailleurs demandés aux personnels en charge de l'organisation et du déroulement des examens du permis de conduire. Il est par conséquent plus que jamais primordial que les écoles de conduite fassent bon usage des places d'examen qui vont ainsi être débloquées. Pour cela, il est essentiel qu'elles dispensent une formation complète et présentent des candidats ayant réellement atteint le niveau requis

le jour des épreuves. De plus, il est possible d'organiser des examens supplémentaires pour répondre aux situations les plus criantes. Il est également demandé aux responsables locaux de l'éducation routière de maintenir avec les exploitants des écoles de conduite une concertation permanente pour une meilleure gestion de leurs difficultés.

Données clés

Auteur : [M. Marc Le Fur](#)

Circonscription : Côtes-d'Armor (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 27174

Rubrique : Sécurité routière

Ministère interrogé : Transports

Ministère attributaire : Transports

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 8 juillet 2008, page 5846

Réponse publiée le : 9 septembre 2008, page 7868